

Soudan/Sous pression de la rue depuis près d'un mois

Béchir assure que son pouvoir ne cédera pas à la contestation

AFP
Khartoum/Soudan

Celle-ci, né du triplement du prix du pain, a déjà fait entre 24 et 40 morts.

LE président Omar el-Béchir a assuré hier que la contestation qui secoue le Soudan depuis près d'un mois ne parviendrait pas à bout du pouvoir qu'il exerce depuis près de trois décennies, lors d'un rassemblement de ses partisans au Darfour (ouest).

"Les manifestations ne conduiront pas à un changement de pouvoir", a dit M. Béchir devant la foule rassemblée à Niyala, capitale du Darfour-Sud, au lendemain de premières manifestations antigouvernementales dans cette région théâtre d'un conflit meurtrier depuis le début des années 2000.

"Il y a une seule voie vers le pouvoir, et c'est celle des urnes. Le peuple soudanais décidera en 2020 qui doit les gouverner", a déclaré M. Béchir, 75 ans, dont une troisième candidature à l'élection présidentielle prévue l'an prochain est pressentie.

L'actuel mouvement de contestation au Soudan a débuté le 19 décembre après la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, dans un pays en plein marasme économique.

Les manifestations se sont ensuite rapidement trans-



Le président Omar el-Béchir : "Il y a une seule voie vers le pouvoir, et c'est celle des urnes".

formées en une contestation du pouvoir d'Omar el-Béchir, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1989.

"BEAUCOUP D'ENNEMIS" • Vingt-quatre personnes sont mortes depuis le début du mouvement, selon un bilan officiel. Les ONG Human Rights Watch et Amnesty International parlent elles d'au moins 40 morts, dont des enfants et des personnels médicaux.

"Le Soudan a beaucoup d'ennemis et ces ennemis comptent quelques personnes parmi nous qui ne veulent pas la stabilité et la sécurité", a ajouté le chef de l'Etat soudanais, en brandissant sa canne à l'adresse de ses partisans qui scandaient "reste, reste".

"Nous ne permettrons à

personne de détruire notre patrie en pillant et en brûlant nos propriétés", a-t-il clamé.

Les manifestations ont commencé dans plusieurs localités avant de gagner Khartoum. Plusieurs bâtiments et bureaux du parti du Congrès national (NCP) de M. Béchir ont été incendiés lors des premiers jours de la contestation.

Dimanche, des rassemblements ont eu lieu à Khartoum mais aussi, pour la première fois depuis le 19 décembre, à Al-Facher, capitale de l'Etat du Darfour-Nord, et à Niyala. Ils ont été réprimés par la police à coups de gaz lacrymogènes, d'après des témoins. Vaste comme la France, la région du Darfour, dans l'ouest du pays, est secouée

depuis 2003 par un conflit opposant les forces soudanaises à des rebelles issus de minorités ethniques et s'estimant marginalisés par le pouvoir central.

Ce conflit au Darfour a fait plus de 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés, selon l'ONU. Le président soudanais est, de longue date, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour répondre d'accusations de génocide et crimes de guerre dans cette région.

"PROBLEMES ECONOMIQUES" • Hier, M. Béchir a réaffirmé que le Soudan était confronté "à des problèmes économiques" qui ne peuvent pas être résolus par des pillages et des incendies.

A Khartoum, des agents du puissant Service national du renseignement et de la sécurité (NISS) ont empêché hier une manifestation de journalistes protestant contre l'interdiction cette semaine d'un journal, selon des témoins. "Al-Jadida" a été interdit de publication par les autorités durant plusieurs jours cette semaine, a dit un témoin à l'AFP sans autre précision.

L'Association des professionnels soudanais, qui regroupe entre autres des médecins, des professeurs et des ingénieurs, a appelé à de nouveaux rassemblements dans le cadre d'une "semaine du soulèvement".

Dimanche, la police a fait usage à Khartoum de "balles réelles", ont affirmé les organisateurs de la manifestation dans la capitale. Des manifestations ont également eu lieu à Madani (centre) ainsi que dans des villages de la province agricole et pauvre de Gadaref (est).

Environ 1 000 personnes ont été arrêtées dans différentes localités du Soudan en trois semaines de manifestations, selon des groupes de défense des droits humains, notamment des militants, des leaders de l'opposition et des journalistes.

Amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, le pays est confronté à une inflation de près de 70% par an. Plusieurs villes souffrent de pénuries de pain et de carburant.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Diplomatie.** Le HCR veut plus de ressources pour les réfugiés en Afrique

Le Haut Commissaire aux réfugiés des Nations unies Filippo Grandi a plaidé hier lors d'une visite en Egypte pour que le continent africain obtienne davantage de ressources pour l'aide aux réfugiés en 2019. M. Grandi, arrivé dimanche au Caire pour une visite de deux jours, a rencontré hier le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et plusieurs responsables gouvernementaux, à quelques jours de la présidence égyptienne de l'Union africaine en février.

• **Nigeria/Justice.** Le plus haut magistrat du pays absent à son procès

Le président de la Cour suprême du Nigeria, plus haut magistrat du pays inculpé pour fraude, était absent à l'ouverture de son procès hier à Abuja, a constaté un journaliste de l'AFP. Walter Samuel Nkanu Onnoghen devait comparaître dans la capitale fédérale devant une juridiction d'exception composée de trois juges.

• **Sénégal/Présidentielle.** Seuls cinq candidats retenus



Le Conseil constitutionnel sénégalais a publié hier une liste de cinq candidats retenus pour l'élection présidentielle du 24 février, dont le chef de l'Etat sortant Macky Sall, mais écarté ses deux principaux opposants, l'ex-maire de Dakar Khalifa Sall et l'ancien ministre Karim Wade (photo).

• **Zimbabwe/Troubles.** Le pays gronde contre la hausse des prix du carburant et le régime



La police est intervenue hier au Zimbabwe pour disperser des manifestations de protestation contre la forte hausse des prix du carburant décrétée par le président Emmerson Mnangagwa, de plus en plus vivement mis en cause pour son incapacité à sortir le pays de la crise.

RDCongo/Contentieux à l'issue de la présidentielle

Les protestants demandent à la justice de "dire le droit"

AFP
Kinshasa/AFIP

L'ECC n'en dénonce pas moins le "triomphalisme des uns et le mécontentement des autres".

L'ÉGLISE protestante a déclaré hier prendre acte des résultats contestés de la présidentielle en RD Congo et demandé aux juridictions compétentes de "dire le droit" sur les contentieux électoraux en vue de garantir la paix sociale dans le pays.

Dans une déclaration à la presse, l'Église du Christ au Congo (ECC, principale force protestante en RDC) "prend acte des résultats provisoires publiés par la Commission électorale. Cependant, elle constate que ces résultats ne font pas l'unanimité quant à leur

acceptation par toutes les parties prenantes".

Les protestants forment la deuxième confession de RDC derrière les catholiques.

L'ECC qui a déployé 10 000 observateurs le jour du scrutin invite ceux qui se sentent lésés dans leurs droits à saisir la justice et "demande aux juridictions compétentes, garant de la justice, de dire le droit sur ces contentieux électoraux en vue de garantir la paix sociale".

Elle a exhorté les acteurs politiques et la population "à préserver pour l'intérêt supérieur de notre destin commun, (la) paix sociale et l'unité nationale".

L'ECC a dénoncé le "triomphalisme des uns et le mécontentement des autres" face à la publication des résultats provisoires de la présidentielle du 30 décembre proclamant le can-

didat d'opposition Félix Tshisekedi vainqueur avec 38,57% des voix devant un autre opposant, Martin Fayulu (34,8%).

M. Fayulu a immédiatement dénoncé un "putsch électoral" du président sortant, Joseph Kabila, avec la "complicité" de M. Tshisekedi, et revendiqué la victoire avec 61% des voix. Il a déposé vendredi un recours devant la Cour constitutionnelle, qui a huit jours pour l'examiner. L'influente Eglise catholique qui avait déployé 40 000 observateurs le jour du scrutin a également mis en doute le résultat annoncé. Elle a souhaité que le Conseil de sécurité de l'Onu demande à la Commission électorale la publication des "procès-verbaux" de la présidentielle.

Des organisations régionales et internationales ré-

clament un recomptage des voix.

Face aux "sérieux doutes" portant sur les résultats provisoires, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) estime "qu'un recomptage permettrait de rassurer à la fois les vainqueurs et les perdants".

"Que l'on publie les procès-verbaux, ce que demande l'UE, ce que demandent les Etats-Unis, l'Union africaine, la région australe (...), parce qu'il est important qu'on puisse vérifier la correspondance des chiffres avec ce que les Congolaises et les Congolais ont exprimé dans les urnes", a estimé hier le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders.

Les résultats des législatives organisées le même jour que la présidentielle donnent une large majorité aux forces favorables

au président Kabila.

En cas de confirmation des résultats provisoires, M. Tshisekedi, 55 ans, doit succéder à M. Kabila, 47 ans, au pouvoir depuis 2001.

• **Début d'examen du contentieux par la Cour.**

La Cour constitutionnelle de République démocratique du Congo (RDC) va commencer à examiner ce mardi le recours contestant les résultats de l'élection présidentielle introduit par l'opposant Martin Fayulu, a-t-on appris hier auprès de cette instance. "La Cour constitutionnelle va commencer à examiner le recours de Martin Fayulu demain (mardi) à partir de 9h30", a déclaré à l'AFP Baudouin Mwehu, attaché de presse au cabinet du président de cette Cour.